

**X. DEFOS DU RAU**

AVOCAT à DAX
CROIX DE GUERRE

CANDIDATS RÉFORMATEURS

Suppléant : **R. BENQUET**

EXPLOITANT AGRICOLE à SORDE-L'ABBAYE
Chevalier du Mérite Agricole

Chers amis Landais et Dacquois,

Le choix que les français vont faire le 4 mars engagera pour de longues années l'avenir de notre pays ; c'est un choix très lourd de conséquences ; il s'agit de savoir si nous voulons un avenir d'hommes et de femmes libres, adultes, responsables, maîtres de leurs initiatives ; ou si nous acceptons le moule totalitaire d'une société où l'Etat serait maître absolu de nos personnes, de nos activités et de nos biens.

Aussi, je vous invite à réfléchir un moment avec moi :

L'AVEU D'UN ÉCHEC

La « majorité » gouvernementale qui nous dirige depuis 14 ans est en train, à l'heure actuelle, de s'effondrer au point que ses candidats — qui cependant ont été imposés aux supporters locaux de l'U.D.R. — n'osent plus s'en réclamer et mettent leur drapeau dans la poche !

Ils avouent eux-mêmes l'échec total de leur politique, en reconnaissant que la situation économique dans les Landes est marquée par la stagnation depuis dix années et que le nombre d'emplois ne cesse de diminuer.

L'échec est identique à l'échelon national : les scandales financiers, la corruption, déconsidèrent de nombreux hommes ou parlementaires proches du pouvoir ; le gaspil-

lage de milliers de milliards dans des dépenses de prestige économiquement inutiles a privé notre pays des possibilités de développement et d'investissements dans les secteurs essentiels de l'industrie, de l'agriculture et des grands équipements collectifs indispensables ; le franc a déjà été dévalué deux fois durant le même laps de temps, et ces jours-ci encore la crise monétaire bat son plein.

On comprend que la « majorité » U.D.R. se décompose devant ce triste bilan.

C'EST POURQUOI NOUS VOULONS UN CHANGEMENT PROFOND, D'HOMMES ET DE MÉTHODES.

UNE FAUSSE ESPÉRANCE

Le « Programme commun » de la gauche unie au Parti communiste ne peut apporter remède à cette situation : l'utopie des nationalisations créerait une véritable catastrophe économique, tarirait les investissements, provoquerait une crise économique sans précédent ; et les travailleurs se retrouveraient avant longtemps avec un niveau de vie inférieur à celui qu'ils ont maintenant.

La gauche unie n'offre pas une « espérance » comme

le prétend son candidat principal : elle n'est que porteuse d'illusion, de déception, d'appauvrissement, de désordre et d'aventure.

Ce n'est pas elle qui créera les conditions nécessaires à notre redressement, à la croissance économique indispensable, et au progrès social nécessaire.

C'EST POURQUOI NOUS VOULONS UN CHANGEMENT, MAIS DANS LE CALME ET L'ORDRE.

POUR UN CHANGEMENT PROFOND DANS LE CALME

LE PROJET « RÉFORMATEUR » prévoit des buts à atteindre, mais dans le respect de l'initiative privée, l'Etat n'intervenant que pour contrôler et favoriser, dans le cadre d'un plan librement concerté, les priorités indispensables.

Voici, sommairement les grandes lignes de nos idées

1) Pour les jeunes :

— **RÉFORME DE L'ÉDUCATION NATIONALE**, pour que les programmes soient allégés et orientés vers une formation PRATIQUE débouchant effectivement sur la vie professionnelle, et se poursuivant par la FORMATION PERMANENTE ;

— **RÉFORME DU SERVICE MILITAIRE**, qui doit être réduit à deux périodes de 3 mois vraiment utiles afin d'éviter que les jeunes ne voient leur formation profession-

nelle compromise, brisée ou retardée par un service dont l'utilité est contestable, en un moment où les techniques rendent indispensable à la défense nationale une ARMÉE DE MÉTIER, qui existe d'ailleurs dans tous les pays même communistes ;

— **RÉFORME DE L'EMPLOI**, par investissements massifs de crédits dégagés par la suppression de toute dépense de « prestige » : songez qu'avec les 750 milliards d'A.F. dépensés depuis dix ans pour « Concorde », on aurait pu financer intégralement la construction et l'équipement de 2.500 usines de 150 ou 200 ouvriers ;

— **RESPECT DE « L'ENVIRONNEMENT »**, de la nature et de ce qui fait la « qualité de la vie », et qui est essentiel à la culture, à la formation et à l'équilibre des jeunes et donne un sens au travail et aux responsabilités.

2) Pour les travailleurs salariés :

— **L'EMPLOI**, d'abord ; sa rémunération équitable ; le respect de sa valeur par l'accession des travailleurs aux responsabilités par une participation effective aux grandes décisions intéressant l'ENTREPRISE : de cette participation dépend un CLIMAT SOCIAL de concertation et de solidarité, seul capable de mettre un terme à la stérile « lutte des classes » ;

— **POUR LES FEMMES ET LES FAMILLES** : un aménagement des horaires de travail ; l'extension du travail « à mi-temps », la formation professionnelle pour les femmes ayant élevé leurs enfants ; et surtout une FISCALITÉ FAMILIALE libérant de l'impôt sur le revenu les salaires inférieurs à trois fois le S.M.I.C. ; car autrement la famille est pénalisée si le père et la mère travaillent tous deux.

3) Pour le commerce, l'artisanat et les travailleurs indépendants :

— **LA CRÉATION** d'un « salaire fiscal », comme pour tout salarié, aux mêmes conditions de taux et d'abattement ; la suppression ou l'égalisation des patentes ; l'égalité des prestations sociales par rapport au régime général, de même pour les retraites ; enfin le contrôle des « grandes surfaces » et éventuellement leur taxation pour assurer des garanties de survie ou d'indemnisation au commerce indépendant.

4) Pour l'agriculture :

— **GARANTIE DE L'EXPLOITATION FAMILIALE** ; extension de la coopération agricole sous toutes ses formes, seul moyen d'endiguer la création de vastes sociétés anonymes qui créeraient un « prolétariat rural » ;

— **ÉTABLISSEMENT DES PRIX AGRICOLES** en fonction des coûts réels de production englobant la valeur du travail personnel en même temps que les charges d'exploitation, afin d'amener le revenu du travailleur rural à parité avec celui des travailleurs urbains ;

— **POLITIQUE EUROPÉENNE** des prix agricoles, afin d'éviter la concurrence extérieure au Marché commun, concurrence qui a faussé jusqu'ici le problème et les solutions partiellement adoptées ;

— **PROTECTION** des exploitations touchées par l'Aménagement de la côte et les projets d'autoroutes.

5) Pour le tourisme et le thermalisme :

— **VEILLER** à ce que l'équipement de la côte des Landes ne se fasse pas sans les Landais ni contre eux : mais pour eux et avec eux. Refus de toute expropriation bénéficiant à des promoteurs privés ; concertation effective, notamment pour le respect de la nature, sans laquelle tout aménagement touristique perd son sens et son but ;

— **AMÉNAGEMENT** en zone touristique de la VAL-LÉE de L'ADOUR, en commençant par la DÉPOLLUTION de notre fleuve ;

— **EXTENSION** de l'INDUSTRIE THERMALE, par l'organisation d'un complexe DAX-SAUBUSSE-TERCIS-PRECHACQ et aménagement concerté de chacune de ces stations.

— **CRÉATION** à DAX d'un HOPITAL THERMAL et d'un CENTRE de RÉÉDUCATION FONCTIONNELLE, prévu déjà depuis plus de dix ans, mais abandonné par le pouvoir : une telle réalisation d'une part serait génératrice d'emplois nouveaux et d'autre part, créerait la possibilité de faire de notre station un centre de rhumatologie de grande réputation : la publicité s'accomode mal de la situation anarchique actuelle.

COMMENT REALISER TOUT CELA ?

Bien sûr, tout le monde sera d'accord sur de tels objectifs. Le problème est de définir LES MOYENS d'y parvenir, ce que ne font, et pour cause, ni les candidats de la majorité qui ont eu quatorze ans pour le faire mais ne l'ont point fait, ni les candidats de la gauche qui se contentent de prôner les « nationalisations » comme moyen « miracle ».

Nous pensons, nous « REFORMATEURS », que la réalisation de tels projets peut être obtenue d'abord et surtout :

1) **PAR UNE MEILLEURE GESTION FINANCIÈRE** des fonds publics : des sommes peuvent être dégagées si l'on évite les dépenses improductives ou de prestige, je l'ai déjà souligné, mais c'est essentiel : il n'y a pas que « Concorde » ; il y a aussi l'extravagance de nos usines atomiques, le gaspillage, sous prétexte d'une fausse « coopération » qui ne nous vaut que déboires et avanies, de centaines de milliards en Afrique ; et bien des gaspillages en France même, tels que les 100 milliards des abattoirs de La Villette, etc... C'est un point qui engage la vigilance du DÉPUTÉ que vous aurez à élire.

2) **PAR LA DÉCENTRALISATION DE NOTRE ADMINISTRATION** qui est inefficace parce que tout se décide et se tranche à Paris, sans lien avec le réel ; et par la RÉGIONALISATION d'une part importante des crédits, qui devront être gérés librement par des assemblées régionales élus.

3) **PAR LE « PLAN » NATIONAL ET RÉGIONAL**, qui devra cesser d'être un inventaire de souhaits pour

devenir vraiment la trame des réalisations effectivement projetées.

Un de mes concurrents se propose d'être la « locomotive » de l'activité économique de la région. C'est fort bien : mais une locomotive ne sert à rien s'il n'y a pas des RAILS (et le « Plan » c'est les rails) et à rien s'il n'y a pas de TRAIN à tirer (et le train c'est les crédits).

Or pour que le Plan, national ou régional, soit efficace, il faut qu'il détermine les « priorités » et dans les crédits et dans les travaux d'équipements et d'infrastructure indispensables. C'est à ce niveau, beaucoup plus qu'à celui des démarches ou des influences personnelles QUE SE SITUE LE RÔLE ET LA RESPONSABILITÉ DU DÉPUTÉ ÉLU.

4) **PAR LA RESTAURATION DU POUVOIR DE CONTRÔLE ET DE DÉCISION DES DÉPUTÉS**. C'est bien par là qu'il faut finir, car c'est de là que viennent tous les problèmes : l'Etat, le Plan, les finances, tout est aux mains d'une administration toute puissante et sans contrôle.

Les priorités sociales et économiques qui doivent caractériser le Plan national comme le Plan régional ou local DOIVENT ÊTRE DÉCIDÉS PAR LES ÉLUS ET PAR EUX SEULS : voilà le rôle réel et sérieux qui sera celui de VOTRE DÉPUTÉ.

Il doit redevenir votre représentant et retrouver le pouvoir de CHOISIR EN VOTRE NOM les orientations sociales, économiques et politiques, et les priorités entre elles, sans quoi il n'y a pas et il n'y aura pas de démocratie.

Tel sera le rôle du Député que vous élierez le 4 Mars.

C'est celui que je revendique de votre confiance et de votre amitié.

Xavier DEFOS DU RAU,
Candidat Réformateur.

Roger BENQUET, suppléant.